



DECISION N° 2024-149

**Convention de mise à disposition - Ville de
Perpignan / Association UFOLEP 66 - Maison de
Quartier Saint Martin - rue de la Briqueterie**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

Considérant que l'association UFOLEP 66 a sollicité la mise à disposition de locaux, de la Maison de Quartier Saint Martin sise rue de la Briqueterie à Perpignan.

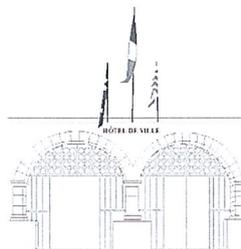
DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de PERPIGNAN met à disposition de l'association UFOLEP 66, de la Maison de Quartier Saint Martin à Perpignan, une salle polyvalente pour ses activités sport santé.

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue du 03/10/2023 au 19/12/2023, les mardis de 14h30 à 15h30, en fonction d'un planning d'occupation déterminé par la Mairie.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gratuit. Les effectifs accueillis simultanément pour la salle s'élèveront à 40 personnes maximum.

ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **19 JAN. 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369- 20240119 - 185117 - AV-1-1

Accusé reçu le : **19 JAN. 2024**

Affiché le : **19 JAN. 2024**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

